3,90€ lundi 13 octobre 2025 LE FIGARO – N° 25 226 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

« NOUVELLE VAGUE »

LE CINÉMA AMÉRICAIN RESSUSCITE GODARD PAGE 26

Zoey Deutch et Guillaume Marbeck.

7 OCTOBRE

DEUX ANS APRÈS, LA VILLE MARTYRE D'OFAQIM PANSE ENCORE SES PLAIES PAGES 8 ET 9

PROCÈS
Jubillar : les données téléphoniques de « l'amant » sèment le doute
PAGE 10

ESCROQUERIE
Décès de Christophe Dominici : une enquête lancée après la plainte de sa veuve PAGE 13

IA
Les puces au cœur d'une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine
PAGES 20 ET 21

LE FIGARO ENTREPRENEURS

Ils ont l'envie d'entreprendre
NOTRE CAHIER SPÉCIAL

CHAMPS LIBRES
- La fabuleuse histoire du décryptage des lettres de Marie Stuart
- La tribune de Pascal Bruckner
- Un entretien avec Denis Olivennes
- La chronique de Renaud Girard
- L'analyse de John Timsit

PAGES 15 À 17

FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question du lundi
Êtes-vous satisfait de la composition du nouveau gouvernement ?

OUI 19 % | NON 81 %

VOTANTS : 114 092

Après la démission de Sébastien Lecornu, Emmanuel Macron doit-il dissoudre l'Assemblée nationale ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

JEAN-LOUIS FERNANDEZ-ARP
SÉLECTION : STANISLAS POYET

Dos au mur, Macron s'en remet à Lecornu

Malgré la démission du premier ministre, le président l'a chargé de mener de nouvelles négociations d'ici à mercredi soir. En cas d'échec, il « prendra ses responsabilités ».

PAGES 2 À 7 ET L'ÉDITORIAL

LUDOVIC MARIN/AFP

Sondage : les Français veulent une démission ou une dissolution

Alors que le président de la République est perçu comme le principal responsable de la crise politique que traverse le pays, 60 % des Français approuveraient une dissolution et 70 %, la démission du président, révèle un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*. PAGE 2

Bruno Retailleau, l'homme par qui la rupture est arrivée

S'il a précipité la démission de l'éphémère premier ministre Sébastien Lecornu, le patron des Républicains refuse de « *basculer dans l'opposition* » pour autant, et considère qu'il reste encore « *d'autres armes* » que la dissolution. Mais pas à n'importe quel prix. PAGE 4

Dominique Reynié : « Nous allons vers une crise de régime »

Pour le professeur à Sciences Po et directeur général de la Fondapol, la situation financière du pays exige des décisions courageuses que nul ne semble prêt à assumer. Cela explique, selon lui, la crise profonde dans laquelle la France est plongée, et qui risque de s'intensifier. PAGE 7

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

La farce tranquille

Comme si de rien n'était, Emmanuel Macron a marché lundi matin, tel François Mitterrand, dans les rues de Paris. Voulait-il faire oublier le spectacle qu'il a provoqué, qu'il ignore ostensiblement et qu'on pourrait appeler « la farce tranquille » ? Depuis quarante-huit heures, c'est une musique de cirque qui devrait accompagner la comédie du pouvoir. Raymond Devos se serait léché les babines (plus encore que le chaton de Marine Le Pen) devant ce tableau. La démission d'un ministre des Armées déjà démissionnaire qui remet sa charge à un premier ministre lui-même démissionnaire que le chef de l'État voudrait renommer pour en faire un missionnaire chargé d'éviter la dissolution… Cela fait longtemps que les Français n'y comprennent plus rien, ou plutôt qu'ils ont très bien compris que le président de la République cherche par tous les moyens à conserver un pouvoir que l'opinion lui conteste, que les parlementaires lui disputent et dont son propre camp se défie de plus en plus.

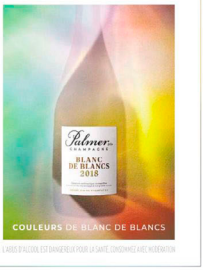
Plutôt que de faire encore tourner les manèges des nominations, plutôt que de chercher des pactes de non-censure, plutôt que d'emprunter les « chemins » qui, soi-disant, permettraient une stabilité gouvernementale, il faut se rendre à l'évidence : nous sommes arrivés au bout d'une illusion entretenue depuis juillet 2024, celle de partis ayant perdu les élections et qui s'autorisent à exercer le pouvoir avec l'arrogance des majorités écrasantes.

Dans cette histoire, il ne faut pas se tromper de coupable. Ce n'est pas Sébastien Lecornu, qui, comme le soldat des Monty Python, privé de jambes et de bras, se bat vaillamment jusqu'à la dernière minute ; ce n'est pas Bruno Le Maire, qu'on est allé chercher en Suisse au son du clairon pour l'exposer à une meute hostile ; ce n'est certainement pas Bruno Retailleau, qui a eu l'instinct de rompre avec une équipe qui par son impuissance et sa désinvolture abîme la politique et abaisse le pays.

> La seule clef : le retour aux urnes

Ce grand désordre, cette pénible confusion, nous ramène à celui qui, par la grâce de la Ve République, possède autant de pouvoir que de devoirs : le chef de l'État. Lui seul a la clef : le retour aux urnes. En démocratie, c'est la plus mauvaise solution, à l'exception de toutes les autres. ■

Palmer & Co.
CHAMPAGNE



COULEURS DE BLANC DE BLANCS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

AND : 4,50 € – BEL : 4,00 € – CH : 4,90 CHF – D : 4,50 € – ESP : 4,50 € – GR : 4,20 € – LUX : 4,00 € – MAR : 37 DH – DOM : 5,00 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182-5852

Les tourments des Français juifs face au conflit dans la bande de Gaza

Clara Hidalgo

Deux ans après le massacre du 7 octobre 2023, la libération des derniers otages retenus par le Hamas n'a jamais paru si proche. Benjamin, 32 ans, aimerait s'en réjouir, mais il se force à rester *« réaliste »*. *« Des accords, il y en a eu plusieurs fois sur la table. On ne peut pas trop vite crier victoire »*, explique ce Parisien de confession juive dont le cousin est encore retenu à Gaza. À la veille du deuxième anniversaire de l'attaque terroriste en Israël, le mouvement islamiste semble ouvert à la négociation, y compris sur la libération des otages, sous réserve d'ajustements.

Alors que des pourparlers entre les deux camps se tiennent à Charm el-Cheikh depuis lundi, certains membres de la communauté juive en France restent pessimistes. *« Nous avons été trop souvent trompés par des terroristes dont la parole ne vaut rien, des terroristes qui ont violé, éventré, assassiné des femmes, des enfants, des bébés »*, s'emporte Sandra, ambassadrice de l'association France-Israël.

Car deux ans plus tard, les Juifs français restent hantés par le traumatisme du massacre. *« On a encore du mal à réaliser la violence de l'attaque »*, poursuit Sandra, qui compare, comme beaucoup, le 7 Octobre aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. De son côté, Laurent n'aurait jamais imaginé que les représailles israéliennes et la libération des otages prendraient autant de temps. *« Cela ne me paraissait pas aussi complexe »*, déclare le gérant financier parisien de 63 ans.

Si la douleur est toujours la même, la perception du conflit, elle, a évolué chez certains membres de la communauté juive tourmentés par la montée de l'antisémitisme dans leur pays, directement liée, selon eux, à l'actualité internationale. En deux ans, l'image d'Israël s'est en effet progressivement ternie sur la scène internationale, à mesure que les raids israéliens se sont multipliés et que Benyamin Netanyahou a instauré un blocus humanitaire dans l'enclave palestinienne.

« On entend beaucoup "Vous faites ci, vous faites ça". Tous les Juifs sont nommés au lieu de cibler uniquement le gouvernement israélien »

David* Un Parisien de 28 ans

« J'ai l'impression que les buts de guerre ont changé dans un sens difficilement compréhensible, même pour moi », lâche Laurent. Pour sa part, Ilan a longtemps soutenu le premier ministre israélien. Au lendemain du 7 Octobre, ce dernier a compris le *« besoin d'action pour récupérer les otages et attaquer le Hamas »*. Or le jeune homme de 28 ans estime aujourd'hui que Benyamin Netanyahou est *« dans une fuite en avant »*. *« Quand il a ciblé l'Iran, qui agite certes la menace nucléaire, je me suis demandé si c'était le bon moment. Le danger était-il vraiment imminent ? »*, détaille le Niçois.

Les crispations autour du conflit entraînent des tensions au sein de certaines familles, dont celle d'Ilan. *« Je me suis déjà disputé avec mon oncle lors d'une randonnée. Devant le guide de montagne clairement propalestinien, il a tenu des propos que je trouvais trop extrêmes sur les colonies israéliennes en les légitimant. Je me suis opposé à son discours qui m'avait heurté »*, raconte-t-il. Et d'ajouter, résigné : *« Pour lui, je fais le jeu des antisémites. »*

Malgré ces désaccords, la communauté juive reste soudée au nom de la libération des otages et face à un discours haineux de plus en plus assumé, notamment de la part de l'extrême gauche. Une grande partie des personnes interrogées déplorent les *« amalgames »* réalisés entre la politique menée par Benyamin Netanyahou et les Français juifs, créant un malaise au sein de la société. *« On entend beaucoup "Vous faites ci, vous faites ça". Tous les Juifs sont nommés au lieu de cibler uniquement le gouvernement israélien »*, s'insurge David*. Depuis le 7 Octobre, le Parisien de 28 ans s'est éloigné de certains amis et s'attriste que tous les Juifs soient perçus *« comme des terroristes ou des méchants »*.

L'instrumentalisation du conflit par LFI a participé à l'installation de ce malaise. À l'instar de la bataille sémantique autour du mot « génocide », d'abord employé par les Insoumis puis par le reste de la gauche. Son sens est désormais *« galvaudé »*, selon un grand nombre de Français juifs. *« LFI et ses électeurs se sont approprié le conflit. Je ne comprends pas pourquoi ils ont plus d'affect pour les Palestiniens que pour les Ukrainiens, pourtant plus proches. Pourquoi créer une haine antijuifs ? »*, s'émeut Ilan.

« LFI et ses électeurs se sont approprié le conflit. Je ne comprends pas pourquoi ils ont plus d'affect pour les Palestiniens que pour les Ukrainiens, pourtant plus proches »

Ilan Un jeune Niçois

La montée de l'antisémitisme ne fait qu'aggraver ce sentiment de solitude. Entre janvier et juin 2025, 646 actes antisémites ont en effet été recensés par le ministère de l'Intérieur, contre 436 sur toute l'année 2022. Sandra, militante dans plusieurs associations, le constate au quotidien : *« Il y a quelques jours, on a mis la tête d'un enfant juif dans les toilettes de son école du 16e. Un jeune a dû changer d'école d'ingénieur après qu'on lui a fait le signe, avec la main, "Je vais te couper la tête". »* La Parisienne a, en outre, passé les fêtes de Yom Kippour dans l'angoisse *« à regarder à droite et à gauche »* dans la rue. Plus largement, *« quand un membre de ma famille rentre à la maison, je suis soulagée de le retrouver »*, confie-t-elle.

Mobilisée sur le terrain parisien, Sandra observe une recrudescence particulièrement virulente d'actes antisémites depuis l'annonce de la reconnaissance de l'État de Palestine par Emmanuel Macron, le 25 juillet dernier. Cette décision politique est perçue comme une trahison par la communauté juive, dont une partie se sent abandonnée par l'État. *« Je suis déçu par la France qui a failli à nous protéger. Il règne un climat de peur pour les Juifs »*, dénonce Benjamin. Ce dernier a été particulièrement choqué par l'absence de sanction du député LFI Thomas Portes après qu'il a publié un cliché aux côtés de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, réputé proche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), considéré comme une organisation terroriste en Europe, et Georges Ibrahim Abdallah, ancien militant condamné à perpétuité en France pour complicité dans les assassinats, à Paris en 1982, d'un diplomate israélien et d'un attaché militaire américain – avant d'être libéré et expulsé en juillet dernier.

Cette situation donne même envie à certains de quitter l'Hexagone. De retour d'un voyage en Terre sainte, David confie : *« Ça me pousse à vouloir partir vivre en Israël, mais le travail m'en empêche. Là-bas, je me sentirais en sécurité. »* ■

**Le prénom a été modifié.*

Les tourments des Français juifs face au conflit dans la bande de Gaza

CLARA HIDALGO

Deux ans après le massacre du 7 octobre 2023, la libération des derniers otages retenus par le Hamas n'a jamais paru si proche. Benjamin, 32 ans, aimerait s'en réjouir, mais il se force à rester *« réaliste ». « Des accords, il y en a eu plusieurs fois sur la table. On ne peut pas trop vite crier victoire »*, explique ce Parisien de confession juive dont le cousin est encore retenu à Gaza. À la veille du deuxième anniversaire de l'attaque terroriste en Israël, le mouvement islamiste semble ouvert à la négociation, y compris sur la libération des otages, sous réserve d'ajustements.

Alors que des pourparlers entre les deux camps se tiennent à Charm el-Cheikh depuis lundi, certains membres de la communauté juive en France restent pessimistes. *« Nous avons été trop souvent trompés par des terroristes dont la parole ne vaut rien, des terroristes qui ont violé, éventré, assassiné des femmes, des enfants, des bébés »*, s'emporte Sandra, ambassadrice de l'association France-Israël.

Car deux ans plus tard, les Juifs français restent hantés par le traumatisme du massacre. *« On a encore du mal à réaliser la violence de l'attaque »*, poursuit Sandra, qui compare, comme beaucoup, le 7 Octobre aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. De son côté, Laurent n'aurait jamais imaginé que les représailles israéliennes et la libération des otages prendraient autant de temps. *« Cela ne me paraissait pas aussi complexe »*, déclare le gérant financier parisien de 63 ans.

Si la douleur est toujours la même, la perception du conflit, elle, a évolué chez certains membres de la communauté juive tourmentés par la montée de l'antisémitisme dans leur pays, directement liée, selon eux, à l'actualité internationale. En deux ans, l'image d'Israël s'est en effet progressivement ternie sur la scène internationale, à mesure que les raids israéliens se sont multipliés et que Benyamin Netanyahou a instauré un blocus humanitaire dans l'enclave palestinienne.

« J'ai l'impression que les buts de guerre ont changé dans un sens difficilement compréhensible, même pour moi », lâche Laurent. Pour sa part, Ilan a longtemps soutenu le premier ministre israélien. Au lendemain du 7 Octobre, ce dernier a compris le *« besoin d'action pour récupérer les otages et attaquer le Hamas »*. Or le jeune homme de 28 ans estime aujourd'hui que Benyamin Netanyahou est *« dans une fuite en avant ». « Quand il a ciblé l'Iran, qui agite certes la menace nucléaire, je me suis demandé si c'était le bon moment. Le danger était-il vraiment imminent ? »*, détaille le Niçois.

La montée de l'antisémitisme ne fait qu'aggraver ce sentiment de solitude. Entre janvier et juin 2025, 646 actes antisémites ont en effet été recensés par le ministère de l'Intérieur, contre 436 sur toute l'année 2022. Sandra, militante dans plusieurs associations, le constate au quotidien : *« Il y a quelques jours, on a mis la tête d'un enfant juif dans les toilettes de son école du 16e. Un jeune a dû changer d'école d'ingénieur après qu'on lui a fait le signe, avec la main, "Je vais te couper la tête". »* La Parisienne a, en outre, passé les fêtes de Yom Kippour dans l'angoisse *« à regarder à droite et à gauche »* dans la rue. Plus largement, *« quand un membre de ma famille rentre à la maison, je suis soulagée de le retrouver »*, confie-t-elle.

Mobilisée sur le terrain parisien, Sandra observe une recrudescence particulièrement virulente d'actes antisémites depuis l'annonce de la reconnaissance de l'État de Palestine par Emmanuel Macron, le 25 juillet dernier. Cette décision politique est perçue comme une trahison par la communauté juive, dont une partie se sent abandonnée par l'État. *« Je suis déçu par la France qui a failli à nous protéger. Il règne un climat de peur pour les Juifs »*, dénonce Benjamin. Ce dernier a été particulièrement choqué par l'absence de sanction du député LFI Thomas Portes après qu'il a publié un cliché aux côtés de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, réputé proche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), considéré comme une organisation terroriste en Europe, et Georges Ibrahim Abdallah, ancien militant condamné à perpétuité en France pour complicité dans les assassinats, à Paris en 1982, d'un diplomate israélien et d'un attaché militaire américain - avant d'être libéré et expulsé en juillet dernier.